Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

En marge du siège de 1759 en Guadeloupe Les mémoires du gouverneur Nadau Du Treil

Lucien Abénon

Numéro 27, 1er trimestre 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1044065ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1044065ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Abénon, L. (1976). En marge du siège de 1759 en Guadeloupe : les mémoires du gouverneur Nadau Du Treil. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (27), 59–76. <https://doi.org/10.7202/1044065ar>

EN MARGE DU SIÈGE DE 1759 EN GUADELOUPE

Les mémoires du gouverneur Nadau Du Treil *

par

Lucien ABÉNON

Pour qui étudie les archives de la Guadeloupe relatives au XVIII^e siècle, un fait apparaît avec beaucoup d'évidence : l'importance des documents évoquant le siège de l'île en 1759 par les Anglais. Etat des fortifications, des approvisionnements de l'île, réfutations, témoignages, tout ceci constitue l'essentiel de la série C 7 A (correspondance Guadeloupe à l'arrivée), du registre 18 au 22, de même que du registre F 3 19 dans le fonds Moreau de Saint-Méry, ou du C 8 A 62 (correspondance Martinique à l'arrivée).

Parmi ces documents revient constamment le nom d'Emmanuel Nadau Du Treil, gouverneur de la Guadeloupe, et beaucoup d'entre eux, rédigés par lui, prétendent justifier son rôle pendant le siège. Il nous a paru intéressant d'étudier ces différents documents dans le but d'éclaircir la conduite de Nadau Du Treil, de voir comment se sont déroulés les événements, afin de savoir qui en porte la responsabilité.

Le dossier Nadau aux Archives nationales (E 319), nous donne certains renseignements sur ses origines et sur sa famille tout en laissant dans l'ombre beaucoup de choses. Il est né,

* Nous n'étudierons ici que les mémoires relatifs au siège de la Guadeloupe en 1759. Si nous avons cependant fait un sort aux écrits postérieurs à la réhabilitation de Nadau Du Treil, c'est qu'il y fait constamment allusion au siège et à sa conduite au cours des événements qui s'y sont déroulés.

semble-t-il, à Saint-Pierre-de-la-Martinique, le 13 avril 1703 (1). Son père était venu de La Rochelle servir comme officier de marine. La protection de M. d'Eragny, gouverneur général, lui aurait permis de faire carrière. Capitaine des gardes du gouverneur, il fit un riche mariage en épousant Catherine Le Boucher, alliée à toutes les familles honorables de l'île. Il mourut en 1709 capitaine de l'île d'Oléron. Il avait donc au moment de sa mort une certaine position sociale, et la fortune de sa femme pouvait permettre de légitimes ambitions à son fils, le jeune Emmanuel (nous ignorons s'il eut des frères et sœurs).

Nous le retrouvons vers 1711 avec sa mère aux Antilles. Sans doute, après la mort de son mari, Mme Nadau a-t-elle préféré revenir aux Îles.

Un libelle publié après le siège, le dialogue du Martiniquais et du Guadeloupien (F 3 19), assure que Mme Nadau aurait su attirer sur son fils la protection de M. de Phélypeau, gouverneur général, au cours d'un incident burlesque qui lui aurait valu le sobriquet de « chevalier de chocolat ou chevalier de m... » (2).

Quoiqu'il en fût, en 1711, il est nommé enseigne à 8 ans. Cette nomination précoce pouvait être d'ailleurs une façon de reconnaître les services rendus par son père.

Par la suite, Nadau va suivre la carrière classique d'un officier de marine. Il deviendra ainsi lieutenant à 22 ans, capitaine en 1726, major de la Guadeloupe en 1738, lieutenant de Roy au Cul de Sac Marin de la Martinique en 1738 également et enfin gouverneur de la Guadeloupe le 22 février 1757, dans des conditions d'ailleurs un peu délicates (Cf. Lacour, Histoire de la Guadeloupe, Basse Terre, 1855).

M. de Mirabeau, précédent gouverneur, se refusait à demeurer à un poste où il avait des responsabilités qui ne correspondaient pas avec les moyens militaires qui lui étaient octroyés ; Nadau demanda la place et l'obtint avec une chaude recommandation de M. de Bompar, ancien gouverneur général des Îles du Vent et amiral des flottes de l'Atlantique.

(1) Le compte rendu de son arrestation le dit né à Saint-Pierre-de-la-Martinique (Archives de l'Amirauté de Rochefort, I A 27). Sa lettre d'approbation de service (E 319) dossier de Nadau Du Treil aux Archives nationales, nous assure qu'il est né le 13 avril 1703.

(2) Le gouverneur Phélypeau, reçu par Mme Nadau et ayant prétendu que son chocolat sentait la m..., aurait protégé le jeune Nadau pour compenser cette répartie un peu trop vive.

Entretemps d'ailleurs, Nadau s'était marié. En épousant Magdeleine Leblond, dont le frère faisait partie du Conseil supérieur de la Guadeloupe, il pouvait obtenir des appuis importants et asseoir solidement sa fortune (il en tirera argument pour justifier sa candidature au poste de gouverneur : lettre du 29 juin 1755 au ministre — C 8 A 61). De ce mariage naîtront onze enfants qui seront un souci permanent pour Nadau lors de sa détention, mais qui plus tard, renforceront sa puissance par leurs alliances. Ainsi, le mariage d'une de ses filles avec le marquis de Bonneuil l'apparentera aux Noailles ; ce qui explique que plus tard, le duc de Mouchy (branche cadette des Noailles) interviendra à plusieurs reprises, en sa faveur auprès du Maréchal de Castries, ministre de la Marine.

Le dossier de Nadau révèle déjà son goût d'écrire, de composer des placets, des mémoires. Dès qu'une place est libre, Nadau la demande ou la fait demander pour lui :

1741 : lettre demandant le commandement de la Grande Terre (C 8 A 49) ;

1742 : lettre de Champigny demandant pour Nadau la création d'une lieutenance de Roy à la Grande Terre (C 8 A 54) ;

1755 : lettre au ministre demandant la succession de M. de Mirabeau (C 8 A 61).

Notons que sa carrière est surtout celle d'un officier de marine plus apte sans doute à diriger un bateau qu'à défendre un territoire contre l'ennemi. Certes, depuis 1740, il a été nommé lieutenant au Cul de Sac Marin, mais l'essentiel de son action à ce poste semble la poursuite de bateaux adverses. En 1757, quand il accèdera au gouvernement de la Guadeloupe, il n'aura que quelques mois pour s'adapter aux fonctions de responsabilité.

Quelle sorte d'homme est-il ?

Il a des qualités qui ont été discernées par ses supérieurs. Le 26 février 1736, le Marquis de Champigny, gouverneur général des Iles du Vent, « ... M. Nadau du Treil a toujours servi avec beaucoup d'assiduité, de vigilance et de zèle dont il a donné des preuves dans toutes les occasions qui se sont présentées pour le bien du service, à l'avantage des colonies et qu'il est d'une très bonne conduite ». (C 7 A 18).

M. de Bompar, gouverneur général des Iles du Vent, lui offre en 1756 ce satisfecit : « ... On ne peut être plus satis-

fait que nous le sommes de la conduite, du zèle et des services de M. Nadau du Treil... Il a toujours rempli les différentes parties de son emploi avec autant de sagesse que de lumière et de distinction » (C 7 A 18).

Zèle, vigilance semblent bien caractériser Nadau. Il paraît avoir été un officier consciencieux, soucieux de faire son devoir, pointilleux même, s'occupant de mille détails, menant des revues, faisant exécuter scrupuleusement les ordres du gouverneur général et du ministre.

Avec cela des défauts évidents. Tout d'abord une grande crédulité qui ne semble pas augurer d'une capacité intellectuelle très marquée. En témoigne l'affaire du faux prince de Modène.

En 1748, débarque au Cul de Sac Marin, où Nadau est lieutenant de Roy, un aventurier que sous la foi d'une vague ressemblance Nadau prend pour un prince de Modène, apparenté à Louis XV(l'une des filles du Régent, Mlle de Valois avait épousé le duc de Modène. Elle en avait eu plusieurs enfants dont Marie-Thérèse qui fut mariée au duc de Penhièvre, fils du comte de Toulouse et donc petit-fils de Louis XIV, et dont l'autre Fortunée épousa le Prince de Conti).

Nadau le reçoit chez lui, en fait le parrain de son fils. Finalement, le faux prince est démasqué et Nadau appelé en France pour se justifier. Il avait déjà été emprisonné à la Martinique à ce sujet. On finit cependant par lui pardonner cette bêtise puisque nous le retrouvons en 1757 gouverneur de la Guadeloupe. Dans tout cela, il semble avoir fait preuve d'une naïveté, d'un manque de réalisme inquiétants.

Plus grave encore pour le poste qu'il occupe est son absence d'autorité. Il est vrai que le rôle d'un gouverneur aux Antilles était délicat. Il devait diriger une population jalouse de ses droits, frondeuse, peu disposée à l'obéissance et acceptant mal une autorité, lointaine émanation de celle de Versailles. Toute la correspondance officielle évoque souvent ce problème. Les gouverneurs y reviennent constamment. N'oublions pas que, en 1717, lors du Gaoulé, les habitants de la Martinique n'ont pas reculé à embarquer pour la France le gouverneur et l'intendant qui leur déplaisaient.

Habitués à fronder continuellement les agents du fisc royal (Cf. l'importance du commerce étranger), persuadés que la France ne comprenait rien à leurs problèmes, pleins de méfiance à l'égard de la Martinique, les colons ne respectaient guère l'autorité du gouverneur. Les plus riches disposant de

fortunes considérables, possédant d'immenses plantations, étaient d'autant plus difficiles à diriger qu'ils formaient le milieu le plus influent sur la vie sociale et économique de l'île. Solidaires l'un de l'autre, rapprochés par des alliances familiales ou amicales, ils formaient face au gouverneur un bloc que celui-ci devait aborder avec beaucoup de prudence et de doigté. Certes par sa mère et par sa femme, Nadau se rattachait à ce milieu, en était même issu, mais cela ne va guère favoriser sa tâche. Remarquons d'ailleurs qu'en général, on préférerait choisir les gouverneurs en dehors du milieu créole. Le choix de Nadau dans ce domaine est une exception. Sans doute, la démission de M. de Mirabeau plaçait-elle le gouvernement dans une situation difficile dont il n'est sorti qu'en acceptant qui se présentait.

Nadau ne saura jamais s'imposer ni se faire obéir. Il ne saura jamais dominer les hommes ni les événements. Dès le départ, il aura contre lui le lieutenant de Roy de Basse Terre, Leroy de la Potherie. Celui-ci convoitait pour lui-même le poste de gouverneur. Il en avait eu l'intérim après le départ de M. de Mirabeau. Il ne pardonna jamais à Nadau de l'avoir supplanté et la rivalité des deux hommes dégénéra bientôt en lutte ouverte. Il serait injuste de juger Leroy par ce qu'en dit Nadau. Il semble cependant avoir été un personnage médiocre, ambitieux et sans grand talent. Il jouera un rôle peu honorable pendant le siège et sera condamné en même temps que Nadau.

Le gouverneur ne tardera pas à se brouiller avec les principaux habitants de l'île. Il paraît se les être aliénés par sa maladresse et son caractère pointilleux et tracassier. Dans un pays où l'autorité se devait d'être discrète, il semble avoir voulu exiger d'une manière stricte et insistante que chacun fasse son devoir. Or, à la Guadeloupe, beaucoup s'étaient octroyés des privilèges, des passe-droits, y tenaient profondément et Nadau se mettra tout le monde à dos en refusant de prendre cela en considération. Ordonne-t-il à la compagnie des nobles et privilégiés de monter la garde, comme le font tous les autres soldats, que M. de Mauperthuis, le commandant de cette compagnie se regimbe, l'accuse de vouloir humilier la noblesse et écrit contre lui à M. de Beauharnais. (C 7 A 18 ; 18 février 1759. Témoignages sur l'altercation ayant opposé Mauperthuis et Nadau).

Le gouverneur exige-t-il que les supérieurs d'ordres religieux fournissent des nègres pour les travaux de terrassements

ou des provisions pour l'île, aussitôt, ces supérieurs s'estiment blessés, ne fournissent rien de plus et rejoignent les ennemis de Nadau (Cf. : réfutation du mémoire du P. Moreau, C 7 A 19).

Le gouverneur veut-il donner des ordres aux volontaires de la Martinique que ceux-ci refusent d'avancer (C 7 A 18 : déclaration du chevalier de piquet Caignard de Pommery du 29 avril 1759).

Le gouverneur général Beauharnais, qui paraît avoir d'abord été plutôt favorable à Nadau sera, lui aussi, peu à peu gagné par cette hostilité ambiante. Il accueillera les doléances des ennemis de Nadau et enverra au gouverneur de la Guadeloupe de sévères mercuriales qui affaibliront encore son autorité chancelante.

A tout prendre, Nadau paraît un personnage médiocre, zélé certes, mais incapable de faire face à une situation il est vrai très difficile.

Le 21 janvier 1759, les Anglais se présentent devant la Guadeloupe. Depuis 1754, les hostilités avaient commencé entre la France et l'Angleterre. Ce dernier pays avait décidé de mener une guerre coloniale et maritime. La France attaquée au Canada et dans l'Inde était réduite à la défensive. L'Angleterre voulut frapper un nouveau coup contre son ennemie en l'attaquant aux Antilles.

L'expédition fut soigneusement préparée (Cf. Marshall Smelser, *The campaign for the Sugar Islands*, University of North Carolina Press, 1955). Négligeant Saint-Domingue, les Anglais décidèrent de frapper les Petites Antilles. La Martinique attaquée le 15 janvier 1759, put résister victorieusement. Les Anglais mirent alors à la voile pour la Guadeloupe et ils parvinrent donc en vue de la Basse Terre, le 21 janvier.

Nadau semble avoir fait son possible pour préparer l'île à résister à son adversaire. Il sera cependant affaibli par plusieurs occurrences : d'abord la capitulation précoce du Fort Saint-Charles qui défendait la Basse Terre, par suite d'un malentendu difficile à débrouiller entre Nadau et Leroy. Nadau a-t-il envoyé l'ordre de capituler ? On en discutera longuement par la suite sans parvenir tout à fait à faire la lumière sur cet événement important. Quoiqu'il en soit, le fort ayant capitulé, la ville de Basse Terre ayant été prise et incendiée, le assiégés avaient reçu un coup très grave pour la suite des opérations.

D'autre part, les troupes placées sous le commandement de Nadau sont très insuffisantes. Par leur nombre d'abord (2.000 hommes en tout contre 10.000 Anglais), mais plus encore par leur composition. Elles n'avaient guère d'unité, leur recrutement étant très disparate. S'il y figurait quelques centaines de soldats de troupes réglées, l'essentiel était constitué de milices bourgeoises. Peu accoutumées à se battre, indisciplinées, elle seront une lourde charge pour Nadau. Et ceci d'autant plus que les miliciens se refuseront à rester dans les postes où ils seront placés et désertent rapidement, particulièrement les miliciens de la Grande Terre lorsque les attaques anglaises menaceront leur famille et leurs biens.

Enfin, Nadau sera découragé par la certitude que l'île livrée à ses propres moyens ne peut résister à un adversaire décidé à l'emporter. Pour lui, comme pour tout l'état-major et pour l'ingénieur en chef, M. de Bury, il ne s'agit pas de vaincre, de rejeter l'ennemi à la mer, d'en triompher, mais bien de limiter les dégâts. Il croit savoir que l'île ne peut s'opposer à une sérieuse offensive anglaise, il pense que tout ce qu'elle peut faire c'est de tenir quelque temps. Aussi, ne fera-t-il jamais rien d'autre que d'essayer de tenir le plus possible. Il ne prendra jamais l'offensive et chaque fois que l'ennemi attaquera, les troupes françaises vaincues reculeront.

Il est difficile de savoir si une autre stratégie aurait permis d'obtenir d'autres résultats. Ce qui est sûr, c'est qu'avec une armée s'amenuisant rapidement, des troupes peu décidées à se battre, une autorité qui allait à rien, le temps ne jouait pas en faveur de Nadau.

Nadau et les troupes françaises retranchées dans les montagnes, au réduit du Dos d'Âne d'abord, au-dessus de Basse-Terre (à peu près où se trouve actuellement la commune de Gourbeyre), puis au Grand Réduit au-dessus de Trois-Rivières, vont résister d'abord victorieusement à un ennemi affaibli par le départ de l'escadre anglaise pour la Dominique et par les fièvres qui décimeront ses rangs.

Par la suite, les Anglais se rendant compte de l'insuffisance de leur stratégie, décidèrent d'organiser des coups de mains, sur les côtes de la Grande Terre. Attaquant au mois de mars le Gosier, ils s'emparèrent du fort Louis (un peu à l'Ouest de l'actuel fort Fleur d'Épée) et dévastèrent les paroisses de Sainte-Anne et Saint-François.

La faible résistance des troupes françaises et le retour de l'escadre anglaise les encouragèrent à poursuivre leur offen-

sive. Au mois d'avril, ils débarquèrent à Sainte-Marie, à Petit-Bourg et à Goyave et s'enfoncèrent de plus en plus à l'intérieur de l'île sans que les troupes françaises puissent s'opposer à leur avance. La menace sur le réduit de Trois-Rivières devenant chaque jour plus précise et aucun renfort n'apparaissant, les assiégés se décidèrent à capituler.

Cela donna lieu encore à des controverses. Quelques colons devant la gravité de la situation se réunirent et exigèrent de Nadau qu'il accepte d'engager des pourparlers avec les Anglais. Devant le refus du gouverneur, les colons passèrent outre, allèrent trouver l'ennemi et poussèrent les choses si loin, que Nadau, à son tour, décida d'engager des tractations menant à une capitulation personnelle.

Plus tard, Nadau prétendra avoir eu la main forcée ; abandonné de tous, trahi par les colons, il n'aurait capitulé qu'en désespoir de cause. En fait, l'impression que laissent les documents est qu'il ne fut peut-être pas fâché de se laisser imposer une capitulation dégageant sa responsabilité. De toute façon, il faut avouer que sa situation était désespérée.

Nadau conclut donc une trêve de trois jours avec l'ennemi et engagea des pourparlers. C'est à ce moment que Beauharnais débarqua avec des renforts à la Grande Terre. Le gouverneur général accepta la capitulation et se retira sans rien tenter contre les Anglais.

Le 1^{er} mai 1759, Nadau Du Treil et les habitants de la Guadeloupe signèrent leurs capitulations respectives.

Le gouverneur avait obtenu la permission de se retirer à la Martinique avec son état-major et ses troupes.

Dans les lettres qu'il écrit à cette époque au ministre, Nadau ne paraît nullement inquiet. (F 3 19 : lettres du 10 avril et du 15 mai 1759). Il s'efforce certes de dégager sa responsabilité mais sans plus.

Très vite, la réalité aura raison de cet optimisme. Une manifestation est préparée contre lui à Saint Pierre de la Martinique où il doit aborder et, M. Duparquet, major de la Guadeloupe, pris pour lui est hué et lapidé. (F 3 19 : lettre de Beauharnais au ministre, du 1^{er} août 1759).

Nadau fut mis aux arrêts à Fort Royal. Lorsqu'arriveront les ordres du roi et du ministre d'informer contre les respon-

(3) Plus tard, Nadau prétendra que cette manifestation fut orchestrée par Beauharnais (Mémoire contre Beauharnais, C 7 A 19).

sables de la chute de la Guadeloupe, sa détention devint beaucoup plus rigoureuse et il fut mis au secret. A ce moment-là, il prit conscience de sa situation et de la gravité des accusations portées contre lui.

Le gouverneur de la Guadeloupe dut se rendre très vite compte que son sort dépendait du gouverneur général, Beauharnais. (C'est son fils qui épousera la future impératrice Joséphine). Celui-ci était son supérieur direct, l'homme qui pouvait le justifier, mais aussi celui qui avait la possibilité de le faire accuser et d'obtenir sa condamnation. Il est difficile de dire ce que furent ses arrière-pensées dans une situation si délicate. D'un côté, il savait n'être pas au-dessus de tout reproche. Il était resté trois mois sans apporter une aide décisive à la Guadeloupe. Il n'était intervenu que trop tard avec l'escadre de Bompar, était descendu à la Grande-Terre, au lieu de débarquer à Trois-Rivières près du Réduit comme le lui demandait Nadau, et, enfin, s'était rembarqué sans chercher à briser la trêve, en se faisant donner procès-verbal du refus des colons de reprendre la lutte. Le retard inexplicable qu'il avait mis à intervenir faisait de lui un accusé virtuel. Il savait que Nadau avait beaucoup à lui reprocher et il avait intérêt à le ménager. D'autre part, s'il fallait un coupable, Beauharnais devait préférer voir le gouverneur de la Guadeloupe assumer ce rôle, plutôt que de le voir dévolu à lui-même.

Au début, il semble donc avoir montré quelque équité à l'égard de Nadau. Il écrit au ministre, le 1^{er} août 1759 : « ... Je n'ai trouvé de la part de M. Nadau, que des démarches peu réfléchies vis-à-vis des vaisseaux ennemis, perte de tête aussitôt que l'ennemi a été à terre, manque de bravoure, ce qui lui a été reproché depuis qu'il existe, de la hauteur, de la cupidité, vices qui lui sont propres depuis longtemps, d'ailleurs point de connivence avec l'ennemi ». Si le portrait n'est pas flatteur, du moins ne relève-t-il point du tribunal.

Par la suite, les ordres du ministre et surtout du roi (22 septembre 1759 : F 3 19), d'informer contre les responsables de la chute de l'île, allaient forcer Beauharnais à changer d'attitude. Dorénavant, il fallait qu'il y eût un coupable, et ce coupable ne pouvait être que Nadau Du Treil. S'il faut en croire ce que suggère le gouverneur de la Guadeloupe (Mémoire contre Beauharnais : C 7 A 19), le gouverneur général dans un premier temps, aurait voulu faire porter l'entière responsabilité de l'affaire à Nadau. Il laissa libres les autres inculpés, et, en particulier, Leroy de la Potherie,

alors que Nadau était au secret. On peut penser que l'instruction ne lui permit pas de continuer dans cette voie et qu'il dut faire arrêter finalement tous les autres inculpés.

Nadau, au courant de tout ce qui se tramait, comprenant que le principal accusateur allait être Beauharnais et qu'il présiderait le conseil de Guerre qui le jugerait, décida de faire un effort pour éviter ce désagrément.

Il rédigea un premier mémoire intitulé : « Mémoires et motifs de plaintes de M. Nadau du Treil, gouverneur pour le Roy de l'isle Guadeloupe, contre M. le Marquis de Beauharnais, gouverneur des Isles du Vent. Daté du 25 avril 1760, au Fort Royal. (il y avait près d'un an que Nadau était en prison). Il fut vraisemblablement adressé au ministre de la Marine (C 7 A 19).

Quelle est l'argumentation du gouverneur de la Guadeloupe ?

1°) C'est le soin de son honneur et de sa réputation qui le font écrire contre Beauharnais.

2°) Le gouverneur général a toujours agi contre lui, et ses rigueurs ont affaibli la subordination de ceux qui étaient sous les ordres de Nadau.

3°) Si Beauharnais est intervenu si tardivement pendant le siège, c'est qu'il a préféré assister au mariage de Mlle de la Pagerie (cousine de la future impératrice et qui deviendra l'amie intime de M. de Beauharnais, puis sa seconde femme), avant de venir à la Guadeloupe.

4°) Beauharnais le maintient aux arrêts, alors que ses co-accusés sont libres, et mène l'instruction d'une façon partielle à seules fins de le trouver coupable.

Ce mémoire marque le désir de Nadau de se défendre même en accusant le gouverneur général. Remarquons cependant que le gouverneur de la Guadeloupe reproche surtout à Beauharnais, sa conduite et sa partialité à son égard, sans encore dégager clairement sa responsabilité dans la chute de la Guadeloupe. Les arguments de Nadau pour justes qu'ils fussent, n'étaient cependant pas suffisants pour donner un autre cours à l'instruction, et, en fait, le mémoire ne semble avoir eu aucune conséquence sensible.

Nadau cependant, ne va pas se décourager, et il va continuer à écrire pour se défendre. Il s'agit avant tout pour lui de prendre à partie ceux qui l'accusent. Ainsi, presque toujours, au début du moins, les mémoires de Nadau sont des réponses

à des écrits publiés pour l'accuser. Il n'est pas toujours facile de les dater. Certains portent la date et le lieu de leur rédaction., d'autres n'offrent à ce sujet que des renseignements incomplets ou même n'en présentent aucun. Ainsi, la réfutation du verdict est simplement datée de 1761. On peut, cependant, estimer avec beaucoup de vraisemblance qu'elle a été écrite immédiatement après le procès, donc en fin janvier ou au début de février. Certains autres mémoires portent la date de leur expédition au ministre ou au Conseil de Guerre.

Il arrive que certains documents soient inclus à l'intérieur d'autres : ainsi, la réfutation du P. Moreau se trouve comprise dans la réfutation du mémoire des Habitants. Si rien ne vient prouver le contraire, nous avons estimé alors que les deux écrits étaient contemporains. Le contraire peut cependant se produire. Ainsi, le post-scriptum du journal du siège, envoyé le 25 janvier 1761, a été rédigé le 12 septembre 1760. Nous avons pu ainsi dater, au moins approximativement, tous les mémoires dont nous parlerons ici.

Ayant eu vent d'un mémoire accusateur de Leroy contre lui, (il s'agit sans doute du Dialogue entre un Martiniquais et un Guadeloupien qu'il lui attribue : F 3 19), Nadau adresse le 30 juin 1760, au Conseil de Guerre qui doit le juger, une longue lettre où il affirme la responsabilité de Leroy dans la chute de l'île. L'instruction du procès était commencée depuis le 16 mars, et il convenait par cette pièce de réduire à néant les accusations de son ennemi (C 7 A 18).

Nadau réfute point par point le mémoire de Leroy. Il montre en citant les états des vivres et des munitions, qu'il avait largement pourvu le fort Saint-Charles en matériel. Il explique le choix de l'habitation de Tillac, près du Dos d'Ane, comme quartier général. Il avance que Leroy est responsable au premier chef de l'évacuation du fort Saint-Charles ; qu'il n'a envoyé, quant à lui, aucun ordre verbal dans ce sens, et que quand bien même il l'eût fait, le lieutenant du Roy, n'en était pas autorisé à abandonner un fort qui était encore en état de se défendre. Nadau montre aussi que c'est l'abandon du fort qui l'a forcé à se retirer sur les hauteurs.

Si cet écrit est accablant pour Leroy, il ne justifie pas vraiment Nadau sur la stratégie qu'il a adoptée pendant le siège et comme tel, il ne pouvait avoir une influence décisive sur l'esprit des juges pour ce qui était de l'innocence du gouverneur de la Guadeloupe.

Le 1^{er} novembre 1760, Nadau adresse du Fort Royal,

au public, un autre mémoire (C 7 A 19), réfutant un prétendu mémoire des habitants, publié récemment contre lui par « quelques habitants de la Guadeloupe ».

Il accuse d'abord un ami de Leroy, Saltoris, d'avoir rédigé l'écrit pour innocenter le lieutenant de roy. Il montre que le mémoire n'a été signé en fait que de huit religieux, huit notables et de quelques petits habitants. Le nombre des signataires est de quarante-cinq, ce qui est peu pour parler au nom de toute la colonie. D'ailleurs, dès le 10 mai, le Conseil Supérieur de la Guadeloupe a informé contre le libelle et défendu de le faire circuler et de recueillir des signatures.

Nadau explique le rôle douteux qu'ont joué les ordres religieux dans l'affaire, par le mécontentement d'avoir du fournir à la subsistance des troupes.

Nadau reprend son argumentation en insistant sur certains points qu'il n'avait pas abordé dans le précédent mémoire. Il n'a pas accordé à des étrangers la permission de commercer avec la Guadeloupe contre de l'argent, comme on l'en accusait. (Il s'agissait d'approvisionner l'île avant l'arrivée de l'escadre anglaise). Le seul coupable en cette matière est le S. Pellegrin, son secrétaire qui a abusé de sa situation. Les batteries côtières ont fait ce qu'elles ont pu. Les postes qu'il a fait évacuer n'étaient plus tenables et, si le Fort Louis s'est rendu à l'ennemi, c'est parce que sa poudrière avait explosé. Nadau a toujours eu pendant le siège une attitude ferme, il s'est efforcé de réprimer les menées factieuses des habitants qui tenaient des assemblées pour l'engager à capituler. Il ne s'est rendu qu'à la dernière extrémité.

Nadau profite de mémoire pour répondre au P. Moreau, le supérieur des Jésuites qui avait publié contre lui une lettre accusatrice. D'abord, le P. Moreau qui a participé aux assemblées générales menant à la capitulation, l'a fait sans l'aveu du gouverneur. Le P. Moreau lui prête des paroles qu'il n'a jamais prononcées ; il n'a jamais dit par exemple, que les nègres étaient des coquins, ni que les colons avaient le cœur anglais, il n'a jamais engagé les colons à outrepasser ses ordres pour prendre d'eux-mêmes la responsabilité de capituler. La capitulation s'est faite contre son désir. Enfin, à propos des milices, il reconnaît que, si beaucoup de miliciens n'ont pas voulu combattre, il y avait aussi parmi eux des gens de cœur.

Il est difficile de suivre ici Nadau dans tous les argu-

ments qu'il donne pour sa défense. Qu'ont été au juste les agissements du S. Pellegrin ? Nadau n'avait-il donc pas le devoir et le pouvoir de les réprimer ? De même, quelles déclarations le gouverneur a-t-il faites ? N'y a-t-il pas là une certaine intempérance de langage qui pouvait avoir le plus mauvais effet sur une garnison lasse de se battre ? La position du gouverneur quant à la capitulation paraît équivoque. Nadau qui n'aurait pas voulu engager des pourparlers avec l'ennemi, n'a sans doute pas été fâché de se voir forcer la main. Du moins, c'est l'impression que laissent les documents.

De sorte que ce dernier mémoire de Nadau n'atteint peut-être pas entièrement le but qu'il se propose et il laisse pendant, le problème de la responsabilité de Nadau.

Aussi, le 15 janvier 1761, Nadau est-il condamné avec Leroy à la détention perpétuelle et à la dégradation.

Il n'est cependant pas abattu et, dix jours plus tard, il adresse un nouveau mémoire au ministre Berryer pour attaquer, non pas le fond même du procès, mais sa forme (F 3 19). Il y montre que l'instruction du procès a été menée en dépit du bon sens et, sans aucun souci d'équité. Beauharnais a fait pression sur les témoins pour les amener à témoigner contre lui ; il mentionne d'ailleurs à ce sujet deux autres mémoires que nous n'avons pas découverts : l'un visant à demander que les autres officiers inculpés et surtout Leroy soient traités comme lui, l'autre pour demander d'être promptement jugé. Il a enfin demandé la récusation de Beauharnais comme président du Conseil de Guerre. Il montrait que le gouverneur général ayant joué un rôle important dans l'affaire et de plus, lui étant hostile, n'avait pas qualité pour le juger. Son argumentation a cependant été rejetée. Il affirmait la partialité des juges à son détriment : ils ont refusé d'entendre les témoins qui lui étaient favorables, ils n'ont pas eu égard à son journal du siège. Il justifie, une fois de plus, sa conduite pendant les événements, dégage la lourde responsabilité de Beauharnais, avance que celui-ci n'a pas hésité à influencer ou même à suborner des témoins pour les faire déposer contre lui.

Nadau qui, jusque là, avait montré quelques ménagements à l'égard de Beauharnais, n'hésite plus à l'attaquer à visage découvert. Ces accusations sont reprises dans le Journal du Siège (C 7 A 20) qu'il adresse au ministre, le 25 janvier 1761. Il y ajoute ses inspections préalables, son innocence quant à l'évacuation du fort Saint-Charles, la mauvaise volonté des colons, l'absence prolongée du gouverneur général et

revient encore sur ces arguments dans un post-scriptum joint au journal du siège.

Après le procès, inlassablement, Nadau continue d'écrire. Le 28 février 1761, il s'adresse à Levassor de la Touche, qui avait remplacé Beauharnais au poste de gouverneur général. Il s'agit d'arrêter l'envoi de la procédure au ministre en démontrant la partialité des juges. Le 2 mars, il revient sur ce sujet et montre la machination qui a été montée contre lui. Il fallait un coupable pour éviter que le gouverneur général ne soit accusé. On a donc tout fait pour ce que ce coupable soit Nadau (C 7 A 20).

En octobre 1761, la Martinique étant à son tour attaquée par les Anglais, Nadau adresse à Levassor, un autre écrit, (F 3 19), où il s'efforce de tirer les conclusions de sa propre expérience au profit du gouverneur général. Sous ce prétexte, il reprend l'affaire de la Guadeloupe et s'efforce de dégager les diverses responsabilités. Il convient de se méfier des compagnies de gentilhommes, des milices et des flibustiers. Les habitants du bord de mer ne peuvent jouer qu'un rôle secondaire ; il y a nécessité de faire la guérilla dans les montagnes et donc, d'y avoir de nombreux magasins de vivres et de munitions.

La Martinique prise, Nadau est fait prisonnier par les Anglais. Certains vont jusqu'à l'accuser d'avoir favorisé la chute de l'île, en conseillant les ennemis. Dans une lettre à Accaron, Premier Commis au bureau des Colonies, le 4 janvier 1762, (E 319), il s'en justifie et un peu plus tard, en avril, il annonce au ministre Choiseul, un mémoire abrégé de ce qui s'est passé à la Guadeloupe (id.). Il reprend dans cet écrit toute son argumentation sans rien y ajouter de nouveau (C 7 A 23).

Dorénavant, la vie de Nadau va devenir une véritable odyssée. Il obtient des Anglais la permission de partir pour l'Europe pour se justifier. Le 4 août, il écrit à Accaron qu'il est à Versailles. Remarquons qu'il ne cherche pas à échapper à sa peine. S'il avait à cette époque voulu s'enfuir en Angleterre, rien ne lui aurait été plus facile. Il sera cependant traité avec rigueur.

Le 24 août, une lettre de Sartine nous apprend qu'il vient d'être arrêté à Versailles et envoyé à la Bastille (E 319). Leroy de la Potherie qui se trouvait lui aussi en France est également arrêté.

Le 12 septembre 1762, il est transféré à Rochefort où il subira le 20 au matin (Archives de Rochefort I A 27), avec Leroy de la Potherie, la dégradation militaire. Il sera ensuite envoyé à l'île Sainte-Marguerite où il restera près d'un an prisonnier. Le 3 août 1763, il est libéré sous condition (E 319) puis envoyé à Orléans. Il devra ensuite se retirer à Marolles en Hurepoix où il se plaindra d'être très mal. A une date indéterminée, il revient à la Guadeloupe.

Il n'a pas perdu l'espoir d'obtenir justice et continue d'écrire et de solliciter. Ainsi, en 1764, il demande la révision de son procès. (F 3 19 et E 319). Il réfute un à un les termes de sa condamnation et explique une nouvelle fois sa conduite pendant le siège.

En 1765, les efforts incessants de Nadau portent enfin leurs fruits. Il obtient un acte de réhabilitation qui le lave pratiquement de toutes les accusations portées contre lui et de sa condamnation (4).

Publié le 10 mai 1765, (F 3 19), l'acte allègue en effet, l'importance de l'escadre britannique, la difficulté de défendre les côtes de l'île, l'insuffisance des renforts, la lassitude de ses troupes, leur insuffisance et leur manque d'entraînement, l'évacuation du fort Saint-Charles attribuée à Leroy, la partialité du Conseil de Guerre contre Nadau et enfin les nouvelles preuves qu'il a pu faire venir de la Guadeloupe. L'acte de réhabilitation se termine en déclarant que si Nadau n'avait pas de grandes connaissances dans l'art militaire, « il n'a manqué ni de volonté, ni de courage, ni d'attention, ni de justice, ni d'équité ».

L'ancien gouverneur de la Guadeloupe semble donc triompher sur tous les plans. Retiré dans sa propriété de

(4) Deux faits semblent avoir contribué à cette réhabilitation.

D'une part, en octobre 1764, Jean Dubuc devient chef du bureau des colonies. (Cf. : Jean Tarrade, *Le Commerce Colonial de la France à la fin de l'Ancien Régime*. — P.U.F. 1972, T.I. L'évolution du régime de l'Exclusif de 1763 à 1789 ; p. 193). Dubuc, qui a vécu la guerre contre les Anglais à la Martinique, a été accusé de sympathies anglaises ; des membres de sa famille ont signé une pétition demandant au gouverneur Levassor de la Touche de capituler. Pouvait-il, dans ce cas, ne pas comprendre la nécessité où s'était vu Nadau Du Treil de déposer les armes ?

Des raisons d'ordre familial ont peut-être également joué en l'occurrence. Il semblerait que Nadau et Dubuc aient été apparentés. Le grand-père du chef du bureau des colonies, Jean Dubuc de l'Étang, avait épousé en secondes noces, en 1719, Marthe le Boucher, vraisemblablement parente, peut-être sœur de Catherine le Boucher, mère de Nadau Du Treil. (Cf. : *Généalogie de la famille Dubuc*).

Saint-François, au milieu de toute sa famille, il pourrait terminer dignement son existence. Pourtant, il ne s'estime pas encore satisfait. Il voudrait, comme dédommagement de ce qu'il a souffert et pour rétablir pleinement sa dignité que lui soit accordée la noblesse héréditaire. Ces prétentions sont appuyées nous l'avons dit par le duc de Mouchy qui, nous l'avons vu, est devenu son allié.

Remarquons que ces prétentions de Nadau sont moins extravagantes qu'on ne pourrait le croire. Il avance d'abord que, s'il réclame la noblesse héréditaire, c'est pour que les torts qui lui ont été causés soient réparés et que sa nombreuse famille en soit définitivement justifiée. Son dossier (E 319), nous apprend que son père était chevalier de Saint-Louis et qu'il l'était lui-même. L'ordonnance de 1750, sur la noblesse militaire, reconnaissait comme héréditairement nobles les familles qui avaient mérité cette distinction pendant trois générations consécutives. Hors, Nadau avait plusieurs fils militaires et il suffisait qu'un seul d'entre eux obtienne la croix de Saint-Louis pour que la famille soit anoblie définitivement. La faveur demandée n'était donc pas tellement considérable. Nadau alléguait encore que noble lui-même à titre personnel, il était chevalier de Saint-Louis, il avait obtenu l'enregistrement de sa noblesse au Conseil Supérieur de la Guadeloupe en 1772. Cet enregistrement ne pouvait avoir d'effet que si Nadau obtenait ou avait obtenu des Lettres du Grand Sceau ou des Lettres Patentes reconnaissant sa noblesse héréditaire. (Nadau aurait-il fait enregistrer faussement sa noblesse personnelle à titre militaire comme un anoblissement définitif de sa famille ?). Sachant que ses prétentions nobiliaires ne seraient pas acceptées sans discussion en France, l'ex-gouverneur de la Guadeloupe multiplia les démarches pour obtenir cette faveur pour sa famille. Son dossier (E 319) nous présente toutes les suppliques adressées au ministre à ce sujet.

Malgré tous les appuis dont il put disposer, et contrairement à ce qu'en dit Lacour (Cf. : infra), Nadau ne put jamais venir à bout de son entreprise. Le 4 mai 1786, le maréchal de Castries envoie au duc de Mouchy des lettres d'approbation de service (reconnaissant les services de Nadau et de son père) en concluant : « ... Je suis persuadé que vous avez jugé vous-même que c'est tout ce que l'Edit de 1750 pour la noblesse militaire et la déclaration du roi de 1752 me permettent de faire dans cette circonstance » (E 319).

C'était donc une fin de non-recevoir. Nadau octogénaire,

aveugle, n'avait plus longtemps à vivre. Son acte de décès, daté du 11 décembre 1786 (registre de la paroisse de Saint-François de la Guadeloupe), nous apprend qu'il mourut le 10 décembre 1786 « ... à trois heures, après avoir reçu les sacrement de l'église, âgé d'environ 84 ans... ».

De tout cela, que résulte-t-il ? Nadau du Treil paraît justifié à nos yeux de tout ce qui lui a été reproché au moment de son procès.

Il est très clair qu'il ne put être tenu pour responsable de l'impréparation de la colonie au moment de l'attaque anglaise. Ses nombreux comptes-rendus d'inspection le justifient pleinement. La chute du fort Saint-Charles apparaît plus litigieuse. Cependant, dans ce domaine, le premier coupable reste Leroy de la Potherie. Même si Nadau lui a envoyé l'ordre d'abandonner le fort, ce qui n'est nullement prouvé, il n'aurait jamais du obéir à cet ordre verbal si rapidement. D'ailleurs, à la Guadeloupe, tout le monde était d'accord pour admettre que le fort était indéfendable face à un ennemi décidé.

Nadau n'a certes pas voulu la capitulation. Il s'y est opposé fermement à plusieurs reprises. Il a essayé de résister à l'adversaire d'une manière que l'on pourrait peut-être discuter, mais qui lui a permis de tenir plus de trois mois, face à des troupes bien supérieures en nombre. Il a eu véritablement la main forcée lors de la capitulation et il faut encore tenir compte du fait qu'il n'a reçu aucune aide véritable de Beauharnais.

L'historien de bonne foi ne peut donc que ratifier l'acte de réhabilitation de Nadau, en estimant peut-être que son caractère, sa personnalité profonde, le rendaient peu apte à exercer des responsabilités dans une occasion aussi délicate. Est-ce à dire que la chute de la Guadeloupe est un événement fortuit dont nul n'est responsable ? Que dire alors du retard à intervenir de Beauharnais et de l'escadre de Bompar, des milices qui ont déserté, des colons qui ont forcé Nadau à capituler, qui n'ont pas hésité à engager pour leur propre compte des pourparlers avec l'ennemi. Il y a donc eu des responsabilités mais elles sont partagées. Peut-être aussi, faut-il faire intervenir les relations défectueuses existant entre la métropole et les colonies lointaines. Ces colonies attaquées par des forces très supérieures, ne reçoivent pendant de longs mois aucun véritable renfort de France, elles doivent lutter avec leurs propres forces, et cela, à un moment où le système colo-

nial est contesté avec force, où les colons cherchent par tous les moyens à échapper à l'exclusif, fut-ce en remplaçant la domination française par une autre. Si Nadau a nié avoir dit que les colons avaient le cœur anglais, le commandant Barrington, chef des troupes ennemies, a reconnu que les habitants de l'île voyaient sans répugnance leur territoire passer aux Anglais (5).

Remarquons que quelque'aient pu être les sentiments des colons l'insuffisance des moyens mis à la disposition du gouverneur ne lui permettaient pas de résister à un adversaire supérieur en forces. Pour masquer le déséquilibre entre la politique du gouvernement français (conserver un vaste empire colonial), et les moyens mis en œuvre, et en particulier une flotte souvent défaillante face à l'ennemi, il fallait des boucs émissaires. C'est le rôle qui est échu à Nadau du Treil. Cela ne plaide-t-il pas en sa faveur et ne lui mérite-t-il pas au moins quelque indulgence ?

LUCIEN ABENON.

(5) P.R.O., CO. 110 : Barrington à Pitt, 9 mai 1759 : « ... In general, they appear to be extremely happy in coming under His Majesty's Government ».